



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---












**Fourniture de réactifs et consommables pour les  
laboratoires de Bactériologie Hygiène, Parasitologie  
Mycologie et de Virologie au CHUM**

---

**CHU DE MARTINIQUE**  
Hôpital Pierre Zobda Quitman  
La Meynard  
BP 90632  
97261 FORT-DE-FRANCE

---

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Fourniture de réactifs et consommables pour les laboratoires de Bactériologie Hygiène, Parasitologie Mycologie et de Virologie au CHUM
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	60
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec



## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Bénéficiaires de l'accord-cadre .....	4
1.5 - Décomposition du contrat .....	4
1.6 - Type d'accord-cadre .....	6
1.7 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	6
2 - Pièces contractuelles .....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
4 - Protection des données à caractère personnel .....	6
5 - Durée et délais d'exécution .....	7
5.1 - Durée du contrat .....	7
6 - Prix .....	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
6.2 - Modalités de variation des prix .....	7
6.3 - Catalogue .....	7
7 - Garanties Financières .....	7
8 - Avance .....	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	8
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	8
9 - Modalités de règlement des comptes .....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	8
9.3 - Délai global de paiement .....	8
9.4 - Paiement des cotraitants .....	9
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	9
11 - Développement durable .....	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	10
12.1 - Vérifications .....	10
12.2 - Décision après vérification .....	10
13 - Garantie des prestations .....	10
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	10
15 - Pénalités .....	10
15.1 - Pénalités de retard .....	10
16 - Assurances .....	10
17 - Clause de réexamen .....	10
18 - Résiliation du contrat .....	11
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	11
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
19 - Règlement des litiges et langues .....	12
20 - Signature .....	12
21 - Dérogations .....	12

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Fourniture de réactifs et consommables pour les laboratoires de Bactériologie Hygiène, Parasitologie Mycologie et de Virologie au CHUM

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

## 1.2 - Bénéficiaires de l'accord-cadre

Les établissements bénéficiaires des prestations objet de l'accord-cadre (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont :

- CHU de Martinique (Etablissement support)

## 1.5 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 60 lots :

Service	Lot	Désignation	Qtité indicative sur la durée du marché
Bactériologie générale	1	Bouillon Cœur Cervele	450
	2	Bouillon au sélénite	200
	3	Gélose chocolat enrichie en boîte de pétri 90 mm	950
	4	Gélose chocolat /isolement de Neisseria gonorrhoeae et Neisseria meningitidis en boîte de pétri 90 mm	500
	5	un test de diagnostic in vitro manuel , qualitatif et semi-quantitatif Identification et antibiogramme de Mycoplasmes Urogénitaux	35
	6	Gélose Mueller Hinton en boîte de pétri carrée 120 mm	350
	7	Gélose Mueller Hinton en boîte de pétri 90mm	300
	8	Gélose pour campylobacter en boîtes de pétri 90mm	200
	9	Gélose Hektoen en boîtes de pétri 90 mm / Isolement sélectif des Salmonella et Shigella	300
	10	Jarre pour culture anaérobie	1
	11	Test immunochromatographique pour détection de l'antigène Streptococcus pneumoniae dans l'urine	55
	12	Test immunochromatographique pour détection de l'antigène Legionella pneumophila sérotype 1 dans l'urine	70
	13	Milieu d'isolement numération identification de germes urinaires en boîtes de pétri 90 mm	3500
	14	Gélose columbia + sang à 5% en boîte de pétri 90mm	2000
	15	Gélose columbia + sang + ANC en boîte de pétri 90 mm	1100
	16	Gélose sabouraud + chloramphénicol en boîtes de pétri 90 mm sans glucose	880
	17	Latex pour Ag soluble de N. Meningitidis et coli K1	60
	18	Latex pour identification de pneumocoques	5
	19	Disques Optochine	200
	20	Milieu de conservation de souches - Géloses	3
	Antibio disques		
	21	Métronidazole	4
	22	Ceftazidime+Avibactam 10-4 µg	8
	23	Linézolide 10µg	10
	Bandelettes CMI		
	24	CMI ATB Colistine	5
	25	CMI Aztreonam	5

	26	CMI Céfixime	5
	27	CMI Meropenem/Vaborbactam	5
	<b>Leptospiroses</b>		
	28	Test rapide immunodosage conçu pour la détection et la différenciation simultanée d'anticorps IgG et IgM de Leptospira interrogans	45
	<b>Mycobactéries</b>		
	29	Solution OS( Acétonitrile 50% Eau45%Acide trifluoroacétique2,5%	4
	30	Test immunochromatographique d'identification rapide du complexe M. tuberculosis: Test sur les cultures en milieu solide et liquide,	4
Hygiène	31	Gélose Legionella BCYE + Cystéine / boîte de pétri 90mm	30
	32	Gélose chromogénique avec supplément pour identification d'enterobactéries dans l'eau.	14
	33	Flacons stériles + 20mg Thiosulfate - capacité 500 ml	20
	34	Membranes filtrantes 0,45 µM - 47mm esther de cellulose	7
	35	Nécessaire MICROFIL 0,45µM 100ml	12
	36	Nécessaire MICROFIL 0,45µM 250ml	8
	37	Gélose R2A	8
Stock commun	38	Colorant Bleu RAL	10
	39	Pointe Filtre ART 10 REACH	200
	40	Cone pipette 01-10 µl Eppendorf	50
	41	Cone pipette 02-200 µl Eppendorf	10
	42	Cone pipette 50-1000 µl Eppendorf	10
	43	Tubes coniques 1,5 ml Eppendorf	10
	44	Microtubes ADN/ARN free 2,0ml joint noir à jupe	300
	45	Pipettes pasteurs stériles 280 MM fermée et cotonnée	450
Virologie	46	Tubes à hémolyses en verre non stérile	50
	47	Détection qualitative des anticorps IgG des infections secondaires à la Dengue (sérotypes 1 à 4) par technique ELISA	30
	48	Détection qualitative des anticorps IgM des sérotypes de la Dengue (1-2-3-4) par technique ELISA	30
	49	Détection et quantification de l'ADN spécifique du virus BK par technique PCR en temps réel	12
	50	Test de confirmation type Western Blot pour confirmer la présence d'anticorps contre le virus HIV dans le sérum humain ou plasma	15
	51	RNAse verification plate (plaque de 96) pour vérifier la calibration des thermocycleurs	2
	52	Bouchon optical pour plaque PCR 96 well / 8 bouchons par strip	12
	53	Solution décontaminante concentrée pour automate EVOLIS	24
	54	Détection rapide du génome des Entérovirus par la technique de PCR en temps réel sur les prélèvements respiratoires, LCR, selles...)	12
	55	Détection qualitative de l'ARN spécifique du virus de la Dengue par la technique de PCR en temps réel	35
Parasitologie- Mycologie	56	Kit d'extraction d'acides nucléiques à partir de prélèvements nasopharyngés / Utilisable sur automate NIMBUS et STARLET avec tampons de lavage, lyse, élution et liaison en cartouches	20
	57	Milieu de préservation d'acides nucléiques normal en flacon de 2 ml avec écouvillon (écouvillon ENAT pour selles)	10
	58	Recherche d'antigène d'histoplasma capsulatum dans l'urine / Test immunochromatographique	3
	59	Boîte de rangement de lames en plastique / 100 Lames	8
	60	Plateau de lecture pour lames de microscopie en PS Blanc / 20 Lames	20



Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

### **1.6 - Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre avec maximum de 1 057 319,90 € sur toute la durée du marché est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### **1.7 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.



## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat jusqu'au 09/10/2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes sur la durée du marché, sur la base du BPU remis par le candidat dans son offre.

### 6.3 – Catalogue

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires sur catalogue fourni par le titulaire. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché.

Le fournisseur s'engage à actualiser le "catalogue fournisseur" aussi souvent que nécessaire, tout au long de l'exécution du marché, périodes de reconduction comprises.

Le CHU de Martinique validera la nouvelle version du catalogue qui lui sera proposée par le fournisseur. Celui-ci doit comporter un tarif général public. Le pourcentage de remise applicable au tarif public sera celui indiqué à l'annexe 2 du CCTP « Cadre de réponse technique ».

Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total des achats réalisés pour la famille des lots considérée.

La moyenne d'augmentation du tarif des produits du catalogue ne pourra pas excéder la moyenne d'augmentation de la famille observée sur les 12 mois précédents. Au-delà, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter l'actualisation de ce catalogue en demandant au titulaire des éléments objectifs d'évolution des coûts justifiant l'évolution des prix. En cas de désaccord sur l'augmentation des prix supérieure à la moyenne d'augmentation de la famille, les tarifs du dernier catalogue en vigueur s'appliqueront.

Les prix catalogue révisés ne pourront prendre effet qu'après validation préalable de ceux-ci par le CHU de Martinique. A défaut de mise à jour, les prix du catalogue en cours continueront de s'appliquer. Dans ce cas, les factures non conformes aux montants engagés à partir du catalogue seront rejetées par le pouvoir adjudicateur.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.



## 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

## 8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# 9 - Modalités de règlement des comptes

## 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 20003452800014
- Code service : ALAB
- Numéro d'engagement juridique : DCE-2024-088-EM

## 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.



#### 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Le délai maximum de livraison après réception du bon de commande devra être de huit (4) semaines, marchandise livrée sur le site.

Le Titulaire basé en France hexagonale doit savoir que la marchandise doit être remise au transitaire dans un délai maximum de deux (2) semaines après réception du bon de commande, pour respecter le délai de livraison indiqué ci-dessus.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

#### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

#### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Les emballages devront être solides et dotés de systèmes de fermeture suffisamment efficaces pour supporter sans dommage des opérations normales de transport et de manutention. Chaque emballage comportera, de manière très lisible, l'indication en français du contenu et des quantités. Les conditionnements définis et retenus par le fournisseur seront rigoureusement respectés pendant la durée d'exécution du marché. Ils devront être conformes aux exigences indiquées dans les spécifications du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

#### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

### 11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.



## 12 - Constatation de l'exécution des prestations

### 12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### 12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.



La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- Nouveau produit/nouvelle référence non inscrites au BPU mais conformes à l'objet du marché
- Augmentation exceptionnelle des consommations (épidémie...)
- remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

## **18 - Résiliation du contrat**

### **18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.



## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la Martinique est compétent en la matière.

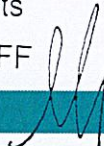
Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 - Signature

Fort-de-France, le 03 JUL. 2025

Le Directeur du Pôle Finances - Achats

Le Directeur Général  
Par délégation,  
Le Directeur du pôle  
Finance - Achats  
GAEL MOTREFF



## 21 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services